

privées, ne peut résoudre la crise actuelle. Seule l'expropriation des grands moyens de production, la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins sociaux collectivement définis ; seuls, la réduction massive du temps de travail, le partage de la tâche commune entre toutes les mains et les cerveaux disponibles, l'élévation générale du niveau de connaissances, débouchent sur des solutions véritables. **Les travailleurs découvrent dans leur masse que le bonheur maximum ne coïncide pas avec la croissance maximum fétichisée par le capital.** L'espérance qui naît en eux est celle d'une société où le temps de vivre serait reconnu par une réduction massive du temps de travail, celle d'une société où le plaisir de vivre serait libéré par la suppression du travail aliéné et mécanique remplacé par l'automatisme. L'espérance qui naît en eux est celle d'une société où la satisfaction de besoins sociaux et culturels, discutés et définis en commun, remplace la course à la consommation, artificiellement orientée par les manipulations publicitaires. L'espérance qui naît en eux est celle d'une société où la libération de millions de cerveaux, aujourd'hui mutilés par l'exploitation et l'oppression livrera une nouvelle source d'énergie, à ce jour inexploité, et permettra l'invention de nouveaux modes de vie.

Cette espérance s'incarne d'ores et déjà dans les luttes, les revendications, les formes d'organisation que se donne la classe ouvrière. L'aspiration confuse à l'autogestion socialiste, préparée par le développement des luttes anti-hiérarchiques et l'exigence de l'auto-organisation ouvrière, de la vigilance anti-bureaucratique en sont la preuve.

Mai 1968 fut une véritable crise d'effondrement social et idéologique, que l'absence d'un parti révolutionnaire implanté rendait particulièrement digestible par la bourgeoisie. Les effets retardés de mai 1968 sont les plus importants, et se trouvent encore à l'œuvre dans le corps social. En dépit de son aspect confus et vélléitaire, le feu de la contestation qui parcourt le long et le large du corps social, tend à rassembler autour de la classe ouvrière un bloc anti-capitaliste qui prendra, dans les prochains affrontements, un contour beaucoup plus précis qu'en 1968. **C'est cette chance qu'il faut saisir.** Car le processus n'est pas irréversible. Si le prolétariat se révèle incapable de répondre à l'espoir des couches qui se tournent aujourd'hui vers lui, s'il ne leur ouvre pas une vaste perspective révolutionnaire, s'il ne leur apporte pas la preuve de sa détermination, de sa volonté d'un changement social radical, alors les alliés possibles se détourneront de lui et iront manger docilement des miettes dans la main de la bourgeoisie.

9.

Si chacune à sa façon, les crises pré-révolutionnaires de juin 1936, de la libération, de mai 1968, ont bien mis en évidence les capacités révolutionnaires du prolétariat, aucune d'entre elles n'avait de chance sérieuse de victoire, du fait, principalement, de l'absence de parti révolutionnaire, de l'extrême faiblesse de l'avant-garde consciente et organisée. Dans leur ensemble, les masses n'avaient pas été traversées par le grand débat stratégique opposant la voie des capitulations réformistes à celle de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sauf exceptions locales, elles ne disposaient pas d'un cadre de débordement des perspectives réformistes et elles n'ont pas massivement construit les structures de double pouvoir, embryons des organes du futur pouvoir prolétarien.

C'est aussi ce qui est en train de changer depuis 1968. Certes, la confrontation entre la voie réformiste et la stratégie révolutionnaire ne prend pas encore la forme d'un débat concret entre un parti révolutionnaire implanté et les organisations politiques des réformistes.

Mais, sous l'impulsion des révolutionnaires, la polémique vivante contre le réformisme est menée dans les luttes, portée par une fraction croissante de l'avant-garde large. Elle pénètre le mouvement syndical, et plus ponctuellement, de larges secteurs du prolétariat. Les problèmes liés à la construction du parti révolutionnaire se situent ainsi dans un contexte tout à fait nouveau : pour la première fois, dans les affrontements à venir, la guerre de position parlementaire entre classe ouvrière et bourgeoisie peut être dépassée, les conditions d'une offensive généralisée de la classe pour la conquête du pouvoir réunies. C'est cette chance qu'il faut saisir.

II. - DÉCLIN ET DÉCADENCE DE L'ÉTAT FORT BONAPARTISTE

10.

La nécessité pour le grand capital en pleine expansion d'un pouvoir fort, capable de décisions rapides, capable d'accélérer la concentration de l'économie française jusqu'alors retardataire dans plusieurs domaines, capable de le seconder dans sa lutte pour la conquête des marchés internationaux, capable de mettre préventivement en place un appareil de guerre civile contre le prolétariat, a déterminé la crise de la démocratie parlementaire et la tendance dans les principaux pays européens à l'instauration d'Etats forts. Cette tendance à l'établissement de l'Etat fort, inhérente au capitalisme des monopoles, se caractérise par un déplacement du centre de gravité de l'Etat vers l'exécutif, par un renforcement de l'arsenal juridique de répression, par un quadrillage militaro-policié des populations (en France : article 16, loi anti-casseurs, D.O.T. ilotage). Si l'on retrouve ces traits communs dans l'évolution des Etats bourgeois européens, **on ne peut en déduire que l'Etat fort représente un nouveau système de domination stable**, qui prendrait la relève de la démocratie parlementaire paralysée. Il se présente plutôt comme un système bâtarde, une forme transitoire du pouvoir, destinée par la bourgeoisie à préparer les futurs affrontements sociaux. Trouvant difficilement dans les conditions actuelles les bases d'un mouvement fasciste de masse, la bourgeoisie continuera à s'orienter vers un renforcement de l'appareil d'Etat et des forces para-étatiques.

Si certains ont pu faire de l'Etat fort gaulliste, l'archétype achevé de l'Etat fort, c'est que son instauration a coïncidé en France avec l'avènement d'un régime bonapartiste : la forme de l'Etat fort en France a été marquée dès l'origine de l'empreinte du Bonapartisme ; elle n'existe pas comme un cadre planté durablement, un système institutionnel solide, indépendant du bonapartisme. La Constitution de 1958 amendée reste bâtarde, contradictoire, source de conflits possibles entre les assemblées et le président si l'autorité ou l'arbitrage d'un Bonaparte venait à faire défaut. Pour dépasser ces contradictions, il faudrait à la bourgeoisie une défaite de la classe ouvrière, lui offrant la possibilité d'un redémarrage économique, d'une relance des mécanismes d'intégration de la classe ouvrière et d'un rétablissement de son alliance avec la petite-bourgeoisie. Faute de quoi, elle peut difficilement espérer trouver la base électorale du vaste parti conservateur qui lui manque.

11.

Le régime bonapartiste gaulliste est né sur la base d'une défaite ouvrière, de la liquidation de la guerre d'Algérie et d'une période de forte expansion économique qui lui ont permis de se camper comme un arbitre au-dessus des classes et des partis et de conquérir une